

DÉCISION N° 2025-075 DU 20 MARS 2025

RELATIVE AU PLAN D’ACTIONS EN VUE DE PRÉVENIR LE JEU EXCESSIF OU PATHOLOGIQUE ET LE JEU DES MINEURS POUR L’ANNÉE 2025 DE LA SOCIÉTÉ EXPLOITANT LE CASINO DE LA VILLE DE CAYEUX-SUR-MER

Le collège de l’Autorité nationale des jeux,

Vu le Traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, notamment ses articles 49 et 56 ;

Vu le code de la consommation, notamment son article L. 121-11 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment le Titre II de son Livre III ;

Vu la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 modifiée relative à l’ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d’argent et de hasard en ligne, notamment le IX de son article 34 ;

Vu l’ordonnance n° 2019-1015 du 2 octobre 2019 réformant la régulation des jeux d’argent et de hasard ;

Vu l’arrêté du 14 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos ;

Vu l’arrêté du 9 avril 2021 définissant le cadre de référence pour la prévention du jeu excessif ou pathologique et la protection des mineurs ;

Vu la décision n° 2024-079 du 28 mars 2024 relative au plan d’actions en vue de prévenir le jeu excessif ou pathologique et le jeu des mineurs pour l’année 2024 de la société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer ;

Vu la demande de la société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer du 31 janvier 2025 sollicitant l’approbation de son plan d’actions en vue de prévenir le jeu excessif et le jeu des mineurs pour l’année 2025 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Après avoir entendu le commissaire du Gouvernement, en ses observations, et en avoir délibéré le 20 mars 2025,

Considérant ce qui suit :

1. Le IX de l’article 34 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 susvisée dispose : « *Un arrêté du ministre des solidarités et de la santé, pris sur proposition de l’Autorité nationale des jeux, définit, à l’adresse des opérateurs titulaires de droits exclusifs, des opérateurs de jeux ou de paris en ligne, des casinos et des clubs de jeux, un cadre de référence pour la prévention du jeu excessif ou pathologique et la protection des mineurs. Ce cadre de référence prévoit des obligations renforcées pour les opérateurs titulaires de droits exclusifs. / Les opérateurs, casinos et clubs de jeux soumettent chaque année à l’approbation de l’Autorité leur plan d’actions en vue de prévenir le jeu excessif et le jeu des mineurs et de favoriser une pratique raisonnable du jeu. Ils rendent compte, à cette occasion, de la mise en œuvre du plan de l’année*

précédente. Le plan est établi dans le respect du cadre de référence prévu à l'alinéa ci-dessus. / Les opérateurs, casinos et clubs de jeux identifient les personnes dont le jeu est excessif ou pathologique et les accompagnent en vue de modérer leur pratique, dans le respect du cadre de référence. / L'Autorité évalue les résultats des actions menées par les opérateurs, casinos et clubs de jeux pour prévenir le jeu excessif ou pathologique et protéger les mineurs. Elle peut, sur le fondement de cette évaluation, leur adresser des prescriptions à ce sujet ».

2. Le deuxième alinéa du IX de l'article 34 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 susvisée prévoit ainsi que l'Autorité approuve chaque année les plans d'actions des casinos et clubs de jeux en vue de prévenir le jeu excessif et le jeu des mineurs et de favoriser une pratique raisonnable du jeu, qui sont établis dans le respect et selon des modalités prévues par le cadre de référence pour la prévention du jeu excessif ou pathologique et la protection des mineurs approuvé par l'arrêté du 9 avril 2021 susvisé. L'examen de ces plans permet d'évaluer la mise en œuvre effective des obligations relatives au jeu excessif ou pathologique applicables aux casinos et clubs de jeux et de leur adresser, le cas échéant, à l'issue de cette évaluation, des prescriptions. Assortis du bilan d'exécution du précédent plan, ces plans d'actions constituent une déclinaison spécifique de l'obligation pour ces acteurs, prévue par l'article L. 320-4 du code de la sécurité intérieure, de concourir à la réalisation de l'objectif de prévention du jeu excessif ou pathologique et de protection des mineurs défini au 1° de l'article L. 320-3 de ce code.

3. Les règles qui précèdent doivent par ailleurs être mises en œuvre à la lumière des articles 49 (liberté d'établissement) et 56 (liberté de prestation des services) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne tels que les interprète la Cour de justice de l'Union européenne. Selon celle-ci, un Etat membre peut subordonner la fourniture en son sein par un opérateur d'une offre de jeux d'argent et de hasard à l'obtention d'une autorisation préalable et justifier cette restriction par des raisons impérieuses d'intérêt général, parmi lesquelles figurent, en particulier, la prévention de l'assuétude au jeu. L'Etat membre qui exige une telle autorisation préalable doit toutefois mener une politique cohérente et systématique, ce qui implique qu'il exerce un contrôle continu et concret sur les opérateurs qu'il autorise à prester sur son territoire, en vérifiant que leur offre de jeux n'est pas à ce point attractive qu'elle revient, dans les faits, à empêcher la réalisation de l'objectif que l'Etat membre prétend poursuivre. C'est pourquoi il revient notamment à l'Etat français de veiller à ce que les opérateurs auxquels il a délivré une autorisation préalable dans ce cadre – dont font partie les casinos et clubs de jeux – mènent véritablement une politique destinée à prévenir et lutter contre l'assuétude au jeu. Il en va également de même en ce qui concerne la protection des mineurs.

4. En sa qualité d'autorité administrative d'un Etat membre, et eu égard aux missions et pouvoirs qui lui sont attribués, l'Autorité doit donc s'assurer que le plan d'actions en vue de prévenir le jeu excessif et le jeu des mineurs et de favoriser une pratique raisonnable du jeu que lui soumet pour approbation un casino ou club de jeux traduit sa volonté de poursuivre une politique efficace de lutte contre le jeu excessif ou pathologique à travers la mise en œuvre d'actions cohérentes, adaptées et proportionnées permettant d'atteindre cet objectif. Pour ce faire, elle évalue ce plan en considération du cadre de référence pour la prévention du jeu excessif ou pathologique et la protection des mineurs approuvé par l'arrêté du 9 avril 2021 susvisé.

5. Il ressort des données transmises à l'Autorité par le service central des courses et jeux (SCCJ) que si le secteur est marqué par d'importantes disparités, le produit brut des jeux global généré en 2024 par les établissements de jeux connaît une légère hausse par rapport à 2023. Le nombre global d'entrées semble quant à lui relativement stable. Cette situation pourrait révéler une légère augmentation du panier moyen des joueurs, susceptible de traduire une intensification

des pratiques de jeu des clients. Cette tendance, si elle devait se confirmer, serait, ainsi que l'Autorité l'a déjà rappelé dans ses précédentes décisions d'approbation des plans d'actions, incompatible avec l'objectif de prévention de l'assuétude au jeu, à la réalisation duquel les casinos et clubs de jeux doivent concourir. Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'Autorité, qui justifie une vigilance particulière des casinos et clubs de jeux et la mise en place de leur part de toutes les actions nécessaires pour prévenir et contrôler ce risque.

6. Dans ce contexte et afin de garantir un niveau élevé de protection du joueur poursuivi par l'ordonnance du 2 octobre 2019 et l'arrêté du 9 avril 2021 susvisés et de prévenir le développement des risques de jeu excessif ou pathologique au sein du marché français des jeux d'argent, l'Autorité attache dans l'étude des plans pour 2025 une importance particulière aux actions mises en œuvre par les casinos et clubs de jeu pour identifier et accompagner les joueurs excessifs ou pathologiques.

7. Il résulte des éléments du dossier soumis à l'approbation de l'Autorité que le plan d'actions présenté par la société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer pour l'année 2025 est de nature à concourir à l'objectif mentionné au 1° de l'article L. 320-3 du code de la sécurité intérieure.

8. En ce qui concerne l'année 2024, il ressort cependant de l'instruction que, d'une part, certaines prescriptions émises par l'Autorité dans sa décision du 28 mars 2024 susvisée n'ont pas été, à ce stade, pleinement mises en œuvre. D'autre part, des progrès supplémentaires sur certains points doivent être réalisés par la société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer afin de maintenir son concours à l'objectif énoncé au point précédent.

9. En premier lieu et à titre principal, s'agissant de l'obligation d'identification et d'accompagnement des joueurs excessifs ou pathologiques, l'Autorité relève, d'une part, que l'établissement de jeux est doté d'un dispositif d'identification des joueurs excessifs reposant à la fois sur l'observation des comportements de jeu en salle, à travers une fiche de liaison qui permet ainsi de consigner les signaux d'alerte et de placer un joueur sous surveillance pour ses prochaines visites, et sur les données de jeu, via un logiciel informatique qui produit une étude trimestrielle des données de jeu. Le casino a par ailleurs renforcé son dispositif, en désignant un membre du comité de direction en charge de l'identification et de la chaîne d'alertes. Ce dispositif conduit ainsi désormais à mieux évaluer le niveau de risque de chaque joueur, mais il ne se traduit pas pour autant cette année par l'accroissement du nombre de joueurs excessifs ou pathologiques identifiés par l'établissement. Le dispositif pourrait être davantage formalisé notamment par une analyse plus régulière des données de jeu et des données issues de l'observation en salle.

10. D'autre part, l'établissement de jeux a mis en place un dispositif d'accompagnement relativement complet des joueurs, par lequel il peut notamment leur proposer, après avoir organisé un entretien avec le référent en charge de la prévention du jeu excessif et selon le niveau de risque identifié, un recours à la limitation volontaire d'accès (LVA) désormais modulable, comportant l'exclusion des campagnes commerciales, la possibilité de mesures unilatérales et un entretien obligatoire préalable à la levée de la mesure de limitation, une information sur la procédure d'interdiction volontaire de jeux comprenant les coordonnées de l'Autorité nationale des jeux, ainsi qu'une orientation vers un service d'assistance psychologique. L'Autorité note que le dispositif de suivi des joueurs identifiés est consolidé par une fiche permettant au référent en charge de la prévention du jeu excessif d'assurer un suivi des joueurs. Pour compléter ce dispositif, l'établissement de jeux pourrait également mettre en place un dispositif formalisé de gestion des signaux d'alerte reçus d'une part, notamment par le biais de demandes de l'entourage, ou en cas de menaces de suicide et de

gestion des situations dans lesquelles un joueur interdit de jeux ou ayant souscrit une limitation volontaire d'accès se présente devant l'établissement d'autre part.

11. D'un point de vue opérationnel, il importe que ce dispositif se traduise par des résultats concrets, c'est-à-dire, dans les meilleurs délais, conduise à une hausse significative des joueurs excessifs identifiés et accompagnés, en adéquation avec la fréquentation de l'établissement. À ce titre, il lui revient de réaliser une évaluation de son dispositif afin d'en mesurer l'efficacité.

12. En deuxième lieu, l'établissement de jeux met en place une formation initiale, avec le concours d'un organisme spécialisé dans le secteur des casinos et d'un partenaire spécialisé en addictologie pour des formations ponctuelles. Les contenus proposés permettent l'acquisition de connaissances en matière d'addiction. Il importe de compléter ce programme par un module de formation continue afin que le personnel dispose de connaissances régulièrement actualisées, adaptées aux différents postes occupés et portant sur l'obligation d'identification et d'accompagnement des joueurs excessifs ou pathologiques ainsi que sur les techniques visant à susciter le dialogue et leur adhésion au dispositif d'accompagnement retenu. L'établissement de jeu veillera à distinguer les contenus de la formation initiale de ceux de la formation continue.

13. Plus généralement, l'Autorité relève que la politique d'entreprise en matière de jeu excessif est portée par les membres du comité de direction, ce qui se traduit essentiellement par des réunions trimestrielles sur le sujet. L'Autorité note que depuis cette année un membre du comité de direction est plus spécifiquement désigné comme référent de la prévention du jeu excessif. L'établissement de jeu pourrait utilement formaliser les missions de ce référent ainsi que les objectifs poursuivis par l'établissement de jeux au sein d'un document structurant sa politique en matière de prévention du jeu excessif.

14. Enfin, s'agissant de l'information des joueurs sur les risques liés au jeu excessif, l'Autorité relève que l'établissement de jeux propose un dispositif d'information en salle relativement complet, en particulier par l'intermédiaire de dépliants et d'affichages réalisés en partenariat avec une structure d'aide aux joueurs. Toutefois, ce dispositif pourrait encore être amélioré par l'insertion d'un message de prévention sur ses supports de jeu et par l'ajout de contenus supplémentaires comme la présentation de la LVA ou renvoi vers le site EVALUJEU depuis la page dédiée à la prévention du jeu excessif qui a désormais été élaborée sur son site Internet.

15. Il résulte de ce qui précède que l'évaluation ainsi menée par l'Autorité du plan d'actions de la société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer pour l'année 2025 justifie qu'il ne soit approuvé par l'Autorité que sous réserve de prescriptions particulières.

DÉCIDE :

Article 1^{er} : L'Autorité nationale des jeux approuve le plan d'actions en vue de prévenir le jeu excessif et le jeu des mineurs et de favoriser une pratique raisonnable du jeu pour l'année 2025 de la société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer, sous réserve de la mise en œuvre des prescriptions énoncées à l'article 2.

Article 2 :

2.1. La société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer consolide son dispositif d'identification des joueurs excessifs ou pathologiques afin d'identifier un nombre de joueurs présentant un risque de jeu excessif ou pathologique cohérent avec la fréquentation de l'établissement. Elle augmente la fréquence d'analyse des indicateurs de jeu excessif utilisés.

2.2. La société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer met en place un dispositif formalisé d'accompagnement des publics vulnérables qui se présentent à l'entrée de son établissement lorsqu'ils sont interdits volontaires de jeux ou ont souscrit une limitation volontaire d'accès. Elle instaure un dispositif de gestion des signaux d'alerte reçus concernant un joueur (notamment les demandes d'aide de l'entourage du joueur ou les menaces de suicide).

2.3. La société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer veille à évaluer l'efficacité de son dispositif d'identification et d'accompagnement des joueurs excessifs ou pathologiques.

2.4. La société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer pourrait utilement mettre en place une formation continue, distincte de la formation initiale, et comprenant des modules pratiques, avec par exemple des mises en situation.

2.5. La société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer renforce la formalisation des missions du référent « Jeu responsable ».

2.6. La société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer met à disposition des joueurs une information relative à la prévention du jeu excessif ou pathologique sur ses supports de jeu. Elle améliore le contenu des informations relatives à la prévention du jeu excessif ou pathologique sur son site Internet.

2.7. La société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer transmet à l'Autorité nationale des jeux, dans son prochain plan d'actions, un tableau formalisant les objectifs et leur niveau de réalisation.

Article 3 : Le non-respect des prescriptions énoncées à l'article 2 est susceptible de conduire, en application des dispositions du II de l'article 43 de la loi du 12 mai 2010 mentionnée ci-dessus, à une saisine de la commission des sanctions de l'Autorité nationale des jeux, laquelle peut prononcer l'une des sanctions prévues aux VIII et X du même article.

Article 4 : Le directeur général de l'Autorité nationale des jeux est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société exploitant le casino de la ville de Cayeux-sur-Mer et publiée sur le site Internet de l'Autorité.

Fait à Issy-les-Moulineaux, le 20 mars 2025

La Présidente de l'Autorité nationale des jeux

Isabelle FALQUE-PIERROTIN

Décision publiée sur le site de l'ANJ le 26 mars 2025